

dû mal, des misères, du patriotisme, des vertus, des vices, et des factions.

IX.

La majorité du gouvernement informée le matin de l'immense rassemblement qui se formait dans les Champs-Élysées, et qui descendait en affluents perpétuels de tous les quartiers laborieux de la capitale et des banlieues, ne se dissimulait rien des dangers qu'une pareille masse d'hommes réunis et flottants sous un esprit inconnu pouvait faire courir à la révolution et à elle-même. Le ministre de la guerre, M. Arago, n'avait aucune force armée à opposer à ce déluge de peuple. La garde nationale dépopularisée par sa demande de la veille n'eût été qu'une provocation à la colère. Il fallait s'abandonner aux hasards de la journée et ne prendre son point d'appui contre l'égarement possible de ce peuple, que dans l'inspiration de ce peuple lui-même.

Tous les membres du gouvernement y dévouèrent leur influence personnelle et celle de leurs amis. Marie put agir puissamment sur les ateliers nationaux. Lamartine répandit plus d'un millier d'agents volontaires et bien intentionnés parmi les groupes du peuple, pour souffler la concorde et combattre les mauvaises inspirations.

Louis Blanc dut vraisemblablement agir dans un sens analogue sur les délégués des ouvriers du Luxembourg. Il souffla les erreurs, jamais les séditions.

A midi les membres du gouvernement étaient à l'Hôtel de Ville à l'exception du ministre de l'intérieur et du ministre de la guerre qui arrivèrent ensemble quelques moments plus tard. Une rumeur sourde s'élevait des quais et des rues. La population de Paris s'était portée tout entière sur les Champs-Élysées pour composer ou pour former le cortège de la manifestation populaire. Le reste était vidé comme pour faire place à ce peuple. Les citoyens inquiets ou consternés étaient sur le seuil de leur porte, aux fenêtres ou sur les toits dans l'attente de ce qui allait survenir.

La respiration de la ville semblait s'être arrêtée. de minute en minute les membres du gouvernement allaient aux balcons de l'Hôtel de Ville regarder si l'on apercevait la tête de la colonne à la hauteur du pont, elle parut enfin. Elle était composée de cinq ou six cents hommes, élite de chacun des clubs de Paris marchant en ordre et en silence sur les pas de leurs orateurs et de leurs tribuns. Ces hommes étaient rangés par files de trente ou quarante de front. Ils s'avançaient au pas lent d'une procession religieuse enchaînés les uns aux autres par les mains, d'autres par de longs ru-

bans rouges ou tricolores qui se déroulaient comme une vaste ceinture autour de chaque groupe principal. En avant de chaque club flottait un drapeau, deux ou trois hommes et une femme étaient coiffés de bonnets rouges, symbole de nos saturnales de la terreur. Ce signe hideux semblait exciter l'indignation et le dégoût dans la foule. Les ouvriers le huaient ou l'enlevaient même du front des forcenés qui l'avaient arboré. Les ouvriers semblaient sentir d'eux-mêmes que la République de 1848 était un acte plus sérieux et plus humain, déshonoré par ce souvenir de 1793.

Derrière cette procession des clubs marchaient en ordre dix par dix dans une même colonne épaisse et compacte de peuple, des ouvriers de toutes professions, décentement vêtus, graves, modestes, inoffensifs, silencieux, s'interdisant sévèrement tout cri, tout geste, toute expression même de physionomie de nature à menacer ou à inquiéter les autres citoyens, semblables à des hommes qui vont accomplir un acte calme et saint de patriotisme et qui se surveillent les uns les autres pour édifier l'œil de leur pays.

Cette colonne ou plutôt cette armée inondait la place entière de l'Hôtel de Ville et s'étendait depuis la place de Grève jusqu'à l'extrémité des Champs-Élysées. on l'évaluait à cent ou cent quarante mille hommes. quand la place déborda, le re-

flux de cette foule s'arrêta sur les quais pour attendre le défilé. Les chefs des clubs et leurs principaux séides se rangèrent devant la grille de l'Hôtel de Ville. Le gouvernement avait ordonné au colonel Rey de la fermer et de la défendre avec les deux ou trois mille volontaires de février, troupe confuse, brave, mais en haillons, et indisciplinée; dépôt de la sédition qui ne pouvait que rentrer dans l'élément de la sédition au premier contact. Mais cette conformité même avec les éléments turbulents et révolutionnaires dont cette troupe sortait, lui donnait dans les tumultes moins graves l'audace et l'autorité nécessaires pour résister aux séditeux.

Une heure environ s'écoula dans cette attitude, le gouvernement cerné et immobile semblant attendre une action de ce peuple; ce peuple semblant attendre de son côté l'issue d'une délibération de son gouvernement. Comme pour se distraire de l'heure la foule immobile et les regards tournés vers les fenêtres de l'hôtel chantait de temps en temps *la Marseillaise* et l'air des *Girondins*. Des cris multipliés de vive le gouvernement provisoire, vive Ledru Rollin, vive Louis Blanc, mêlés de cris plus rares de vive Lamartine semblaient indiquer clairement qu'un des objets du rassemblement dans l'intention des chefs au moins, était de protester indirectement contre les proclamations au peuple qu'on attribuait seulement à Lamartine, et de venger la minorité du

gouvernement de ce que l'on considérait comme une humiliation pour elle, et de montrer à la majorité et surtout à Lamartine que la voix du peuple n'était pas tant à lui qu'à ceux qu'on supposait ses ennemis.

Enfin la foule lassée d'attendre un dénouement qu'elle ignorait elle-même, sembla par son impatience autoriser les délégués des clubs à pénétrer en son nom dans l'Hôtel de Ville pour y porter au gouvernement l'expression de son adhésion et l'hommage de sa force. Cabet avait pénétré seul sur un ordre de Lamartine. Il conféra avec lui sur le grand escalier. D'après l'assurance donnée par Cabet des intentions inoffensives des clubs, le gouvernement ordonna au colonel Rey de laisser entrer les délégués seulement et de refermer les grilles. le peuple respecta cet ordre. Une centaine de chefs de clubs et de prétendus délégués du peuple qui n'étaient en réalité que des clubistes les plus exaltés entrèrent dans l'intérieur du palais. Le gouvernement se transporta dans les plus vastes salles pour les recevoir.

Le président du gouvernement provisoire, Dupont de l'Eure, âgé de quatre-vingt-trois ans, accablé de lassitude, mais intrépide de cœur et serein de visage, était assis, adossé au mur de la grande salle, Arago, Albert, Louis Blanc, Ledru-Rollin, étaient debout à sa droite; Lamartine, Marrast, Crémieux,

Pagnerre, Garnier-Pagès, debout à sa gauche. tous également résolus à maintenir la dignité, l'indépendance morale et l'intégrité du gouvernement, ou à mourir.

Les clubs parurent dans la personne de leurs principaux chefs. la plupart étaient inconnus aux membres du gouvernement. quelques-uns avaient déjà été reçus individuellement à la tête de leurs clubs par Lamartine. les plus notables qui marchaient en tête étaient Blanqui, Lacambre, de Flotte aspirant de marine, satellites de Blanqui, Barbès, Sobrier, Cabet, Raspail, Lucien, Michelot, Longepied, Lebreton, Laugier, Danse et une cinquantaine d'autres orateurs ou chefs des réunions populaires dont les noms et les visages étaient nouveaux pour le gouvernement. Quelques groupes de délégués du peuple, comparses du drame, remplissaient les salles et les escaliers, derrière les clubs; ils se rangèrent en face du gouvernement en laissant un espace de quelques pas entre eux et le fauteuil de Dupont de l'Eure.

« Citoyens, que demandez-vous? » leur dit d'une voix ferme Dupont de l'Eure.

Blanqui alors prit la parole comme au nom de tous, et dans un discours mesuré de formes mais impératif de sens, il promulgua au gouvernement les soi-disant plébiscites de ce peuple qui ne les connaissait pas. C'était l'ajournement des

élections, la mise en suspicion de l'Assemblée nationale future, l'éloignement en principe et pour toujours des troupes de Paris, l'obéissance implicite aux volontés dictatoriales de la multitude exprimée par les clubs, en un mot l'asservissement du gouvernement, la mise hors la loi de tout ce qui n'était pas le peuple de Paris dans la nation, et la dictature indéfinie imposée au gouvernement sous condition que ce gouvernement subirait et ratifierait lui-même la dictature de la démagogie souveraine.

Pendant que Blanqui parlait, les visages des membres du gouvernement s'impressionnaient d'indignation et de honte. Les sections les plus forcenées des clubs appuyaient du regard, de l'attitude et du geste ses paroles les plus significatives. Il termina en sommant le gouvernement au nom du peuple, de délibérer le plus promptement possible sur le texte de ces résolutions et de faire connaître le résultat de sa délibération séance tenante.

Lamartine ne se faisait aucune illusion sur l'intention secrète qui avait inspiré ce grand acte populaire. Il ne doutait pas qu'il n'eût été spécialement dirigé contre lui. Il avait reconnu dans le programme des clubs précisément le contraire de ce qu'il avait fait signer la veille au gouvernement, dans la proclamation à la nation française.

Les cris de « à bas Lamartine et vive la minorité du gouvernement! » lui indiquaient assez l'intention des meneurs de la grande revue. Mais Lamartine s'apercevait clairement aussi que cette démonstration revue exagérée et dénaturée par les clubs et surtout par le club Blanqui, dépassait le but qui paraissait lui avoir été assigné par ses organisateurs. Quoiqu'il fût évidemment le plus intéressé dans le programme des clubs, et qu'il fût naturellement le plus rapproché des orateurs, il crut devoir garder le silence et laisser à ses collègues plus populaires et moins suspects que lui aux agitateurs démagogues, le soin de relever la sommation et de venger ou de livrer l'indépendance du gouvernement. Vengée, elle lui suffisait, livrée il l'aurait revendiquée en son nom et au nom de ses amis.

Ses collègues ne le laissèrent pas longtemps dans cette perplexité. Ils la vengèrent en termes aussi éloquents qu'énergiques.

Louis Blanc parla en homme qui s'identifie complètement à l'esprit de ses collègues, qui se soulève au nom de leur indépendance et de la sienne contre l'oppression même des idées qui lui seraient propres peut-être, si elles ne lui étaient commandées. Son discours déconcerta visiblement les visages des meneurs populaires.

Ledru Rollin parla en homme de gouvernement

qui ne livre rien de son indépendance et de sa liberté morale même aux influences de ses amitiés. il défendit l'armée momentanément éloignée de Paris par la prudence, mais réconciliée le plus tôt possible avec la nation dont elle portait en elle le droit et la force. Il ne céda rien sur les élections et sur la souveraineté de la représentation. Il fut habile en restant ferme. Ces deux réponses des hommes en qui les agitateurs avaient espéré peut-être rencontrer des complicités ou des encouragements, les réduisirent un moment à l'immobilité et au silence. Un flottement se manifesta dans leurs rangs comme dans une armée vaincue. les plus sages d'entre eux les entraînaient à la retraite, mais un groupe de sept ou huit hommes qui entouraient Blanqui et qui par-dessus la tête de leur chef faisaient face au gouvernement, paraissaient décidés aux dernières extrémités. C'étaient les amis de Blanqui. L'un d'entre eux était un jeune homme dévoué, dit-on, jusqu'au fanatisme aux idées et à la personne de son maître. sa figure pâle, martiale, concentrée, était arrêtée de traits comme par une expression de conviction immuable. sa stature droite, immobile, sans geste, renfermée en lignes rectangulaires; sa main droite enfoncée sous son habit boutonné jusqu'au cou, la résolution froide et inflexible de son regard fixé sur un membre du gouvernement, rappelaient à la pensée

et à l'œil les statues de Brutus méditant la dernière conspiration de la liberté, la main sur le poignard caché sous sa toge.

Bien qu'il parût aussi timide de parole qu'il semblait résolu d'attitude, quand il vit que le rassemblement s'ébranlait, il éleva la voix en s'avancant de quelques pas vers les membres du gouvernement.

« Tout cela sont de belles paroles, dit-il en faisant allusion à Louis Blanc et à Ledru Rollin, mais ce ne sont pas des paroles, ce sont des actes qu'il nous faut, et qu'il nous faut sans désemparer. Nous ne nous retirerons pas que vous n'ayez délibéré ici devant nous, sur l'heure. » A ces mots, un murmure d'approbation s'éleva des rangs de ceux qui l'entouraient. Une rumeur d'indignation partit des rangs du gouvernement. Louis Blanc reprit la parole et se souleva. Ledru Rollin s'indigna. Crémieux, Marie, Dupont de l'Eure, tous les membres présents protestèrent avec intrépidité contre ces injonctions séditieuses de ce groupe et de son orateur. on s'expliqua confusément, on convint qu'on était d'accord sur quelques points du programme, qu'on différait sur les autres, qu'on délibérerait sur tous, mais qu'on délibérerait hors de la pression des meneurs, librement, dignement, à son jour, à son heure, et sans rien promettre ni même préjuger des résolutions du gouvernement.

on ne voulait considérer cette pétition des clubs que comme une pétition.

A toutes ces considérations appuyées par la raison et la modération d'une partie des délégués des clubs eux-mêmes, les suivants de Blanqui hochèrent la tête en signe de résistance et d'obstination. Sobrier qui aimait Lamartine alors, et qui avait horreur du sang, faisait d'inutiles efforts pour calmer ces hommes d'extrémité. — « C'est bien, c'est bien, citoyens, cria enfin l'orateur, ces sentiments sont acceptables, mais les avez-vous tous, mais n'y a-t-il point de traîtres parmi vous ? mais n'y a-t-il pas un homme qui a tenu un langage contraire à ces volontés du peuple ? Mais Lamartine, par exemple, n'est-il pas avec vous ?... — Qu'il s'explique ! qu'il s'explique ! s'écrièrent d'une voix menaçante les sectaires du club principal. — Non, non, non, s'écrièrent Sobrier, Cabet, Raspail, Barbès. Tous les membres du gouvernement sont unis, notre confiance est indivisible ! » Mais l'orateur et ses amis interpellaient toujours Lamartine du regard, de l'attitude et du geste. Lamartine s'avancant alors de quelques pas au-devant d'eux, fit signe qu'il voulait parler, et, regardant en face le visage pâle et menaçant de ces interlocuteurs :

« Citoyens, dit-il, j'ai entendu mon nom ; je le relève. Je n'ajoute rien à ce que vous a dit tout à l'heure, avec autant de dignité que de conve-

« nance, notre collègue Louis Blanc. Vous sentez
« comme nous, comme nous en qui le peuple a mis
« sa confiance et s'est personnifié le jour du combat
« et de la victoire, qu'il n'y a de gouvernement
« possible qu'à la condition que vous ayez le bon
« sens de conférer une autorité morale à ce gouver-
« nement. L'autorité morale de ce gouvernement,
« qu'est-ce autre chose, non-seulement pour lui,
« mais pour le public, pour les départements, pour
« l'Europe qui nous regarde, qu'est-ce autre chose
« que son indépendance complète de toute pression
« extérieure ? Voilà l'indépendance du gouverne-
« ment, voilà sa dignité, voilà son unique force
« morale, sachez-le bien ! Que sommes-nous ici ?
« Regardez, voilà notre vénérable président chargé
« du poids et de la gloire de ses quatre-vingts ans,
« et qui a voulu consacrer ses dernières forces à
« notre tête, à l'établissement de la République
« (Bravo ! bravo !) avec indépendance, avec dignité
« et liberté. et certes, en liberté et en indépendance,
« il n'y a pas un citoyen français qui puisse dé-
« mentir le nom de Dupont de l'Eure. Autour de lui,
« que voyez-vous ? Un petit groupe d'hommes sans
« armes, sans appui matériel, sans soldats, sans
« gardes, qui n'ont d'autre autorité que celle que le
« peuple leur maintient en les respectant, qui n'en
« cherchent pas d'autre, qui se plongent, qui s'im-
« mergent tout entiers dans ce peuple dont ils sont